

La lutte pour la construction de l'École secondaire Charlebois : les luttes scolaires s'invitent à Ottawa

Si les luttes scolaires pour l'ouverture d'écoles secondaires publiques de langue française les plus connues et intenses sont survenues au début des années 1970 à Surgeon Falls et à Cornwall (au point de passer à la postérité), d'autres luttes moins connues ont quand même eu lieu dans des endroits où pourtant les Franco-Ontariens constituaient un bassin important de la population. Ce fut le cas par exemple à Ottawa, capitale fédérale du Canada.

Rappelons que les Franco-Ontariens après l'adoption en 1968 des lois 140 et 141 à l'Assemblée législative de l'Ontario peuvent réclamer la construction et l'ouverture d'écoles secondaires publiques entièrement francophones, dites homogènes, comme le veut l'expression utilisée à l'époque. Elles commenceront à éclore partout en province dès 1969 et pendant la décennie des années 1970. Néanmoins, le nouveau droit acquis des francophones après des années de revendication se bute bien souvent aux conseils scolaires bilingues partout sur le territoire qui détiennent le pouvoir décisionnel, une grande marge de manœuvre d'autonomie et qui sont composés en majorité par des anglophones peu enclins à donner suite aux demandes répétées des francophones.

Dans le sud d'Ottawa, les francophones sont de plus en plus présents. Le quartier d'Alta Vista est une banlieue moderne construite dans les années d'après-guerre et des promoteurs immobiliers franco-ontariens comme Robert Campeau y construisent bon nombre de nouvelles maisons et habitations. La destruction de quartiers francophones historiques et les expropriations massives qui s'en accompagnent comme dans les plaines Lebreton dans l'ouest immédiat de la colline parlementaire, de ladite « rénovation urbaine » de la Basse-Ville Est d'Ottawa ou la disparition du quartier de la Côte-de-Sable autour de l'église franco-ontarienne du Sacré-Cœur afin de construire les nouveaux pavillons du campus de l'Université d'Ottawa alors en pleine expansion sont autant de territoires sur lesquels les francophones doivent quitter pour s'installer ailleurs. Lorsque ce n'est pas à Orléans, dans la ruralité Est de la ville, ou carrément dans l'Outaouais québécois, Alta Vista est un lieu privilégié par plusieurs.

Ce fort influx de nouvelles familles francophones s'accompagne avec le besoin d'établir une école secondaire publique de langue française. Jusqu'à la fin des années 1960 dans le secteur Sud de la Ville d'Ottawa, trois écoles secondaires privées catholiques dispensaient l'éducation en français aux Franco-Ontariens : l'École secondaire Notre-Dame (pour filles exclusivement et dont les plans ont été dessinés par l'architecte Roger Thibault en 1965, lui-même un enfant de la Côte-de-Sable dont la maison d'enfance a été expropriée et démolie par l'Université d'Ottawa et qui est devenu résident d'Alta Vista). Les deux autres écoles sont l'École secondaire de l'Université d'Ottawa (prolongement historique et original de l'université fondée en 1848 et qui jouissait d'un campus moderne depuis 1963 dans le secteur, une autre réalisation de l'architecte Thibault avec l'architecte irlandais Tim Murray) et enfin, du Séminaire de Mazonod ouvert en 1961 puis fermé en 1968, gérée par la congrégation des Oblats de Marie Immaculée et dont le bâtiment fut une réalisation de l'architecte franco-ontarien Jean-Serge Le Fort, un autre dont la maison familiale d'enfance (qui se trouvait en face de celle de la famille de Roger Thibault) fut démolie pour construire le campus moderne de l'Université d'Ottawa.

Bref, au début des années 1970, la nécessité d'une école secondaire publique de langue française dans le secteur sud de la ville ne fait aucun doute d'autant plus que les trois écoles secondaires privées catholiques ferment leurs portes les unes après les autres.

En 1970, les élèves francophones du secteur Sud-Est de la ville d'Ottawa font leur entrée dans une école secondaire de langue française qui partage ses locaux avec l'école anglophone Canterbury ouverte depuis l'année précédente. Une période de cohabitation débute selon un système de rotation où les élèves francophones et anglophones se partagent les locaux de l'établissement scolaire en avant-midi et en après-midi, comme ce fut le cas de 1970 à 1973 à l'École secondaire Saint-Laurent High School de Cornwall.

Même s'il est clair que depuis le début que cet arrangement n'est que temporaire en attendant la construction d'une école de langue française flambant neuve, des contribuables, parents et conseillers scolaires anglophones s'opposent systématiquement aux choix de terrains préconisés pour la construction de l'école secondaire francophone en question.

Pour les défendre, si les francophones peuvent compter sur le conseiller scolaire Jean-Robert Gauthier (qui en est à ses débuts en politique et qui deviendra un héros de la francophonie canadienne à la fois comme député fédéral et sénateur) les anglophones s'organisent et s'opposent au moyen d'une pétition qui récolte 500 signatures contre la construction de l'école de langue française à l'endroit choisi par le conseil scolaire bilingue, soit les rues Kilborn et de Quinn. Les raisons évoquées par les pétitionnaires pour s'opposer à ce choix de site qui n'est alors qu'un terrain vague sont la perte d'espace vert, d'un potentiel futur parc pour les enfants et les personnages âgées... Tournant quelque peu au ridicule la faiblesse des arguments avancées par les pétitionnaires quelques élèves francophones de l'époque répondront sarcastiquement que les anglophones souhaitent ne pas perdre un terrain où leur animal de compagnie puisse se soulager... au détriment des francophones et de leur droit à l'éducation en français.

Néanmoins, au-delà de la situation quelque peu loufoque, la construction de l'école secondaire de langue française n'avance pas. La communauté anglophone propose alors aux francophones de construire l'école à l'arrière de Canterbury High School, bien que ce terrain soit désigné comme zone industriel par la municipalité. La proposition est évidemment donc rejetée par le conseil scolaire.

Pour calmer le jeu cependant, une branche d'olivier est alors proposée aux parents et à la communauté scolaire anglophone : de franciser entièrement une école secondaire anglophone située dans le même secteur, Ridgemont High School et en guise de compensation, de construire une nouvelle école flambant neuve pour la communauté anglophone. Cette proposition est vivement rejetée par la communauté anglophone qui y voient la perte d'un acquis et un gain pour les francophones à leur détriment.

Finalement, pour régler la situation, l'intervention du ministre de l'Éducation de l'Ontario est réclamée. Après quelques semaines d'attente et devant l'impasse du conflit, le ministre annonce qu'il accorde au conseil scolaire bilingue un terrain appartenant à la province, situé à l'intersection de la promenade Alta Vista et du chemin Heron pour la construction de la nouvelle école secondaire de langue française.

La construction de l'école se fait rapidement (en moins de 10 mois) et au coût relativement faible de 3,9 millions de \$. Cependant, le produit final est stupéfiant : la firme d'architectes retenue pour dessiner les plans de l'école est Schoeler, Heaton, Harvor, Menendez d'Ottawa.

Ils conçoivent un établissement de style expressionniste, aux couleurs et formes éclatées, résolument moderne et qui tranche nettement et radicalement avec toute l'histoire de l'architecture scolaire jusqu'alors pour offrir à la communauté franco-ontarienne un véritable bijou architectural.

Le résultat est si innovant et original que les architectes se mériteront la prestigieuse Médaille Massey en architecture, décernée par le gouverneur général du Canada. La communauté anglophone qui a décliné l'offre qui lui avait été faite de s'installer dans la nouvelle école et de laisser aux francophones l'immeuble à l'architecture fonctionnaliste, austère et terne construit en 1958 de Ridgemont High School s'en mordront les doigts... un juste retour des choses pour les francophones à qui on s'opposait à leur construction d'école secondaire sous couvert que le terrain choisi pour la construire allait faire disparaître un espace vert...

Oui, les Franco-Ontariens obtenaient une nouvelle école secondaire flambant neuve à l'architecture dernier cri, qui faisait l'envie de tout le monde. À Ottawa, il s'agissait que de la deuxième école secondaire seulement à être construite pour la communauté franco-ontarienne avec de l'argent public de la province depuis l'adoption des lois 140 et 141.

L'école secondaire publique de langue française située dans le Sud-Est d'Ottawa prend alors le nom d'École secondaire Charlebois, en honneur du Père Charles Charlebois (1871-1945), fondateur du quotidien *Le Droit* et premier secrétaire général de l'Association canadienne-française d'Éducation d'Ontario (ACFÉO). Ce militant et chef de file de la lutte contre le Règlement 17 (1912-1927) fut décrit par les historiens comme « la cheville ouvrière » de la résistance franco-ontarienne du début du siècle.

Si l'École secondaire Charlebois avec son architecture audacieuse accueille des milliers d'élèves, malheureusement son déclin se fait sentir dès le début des années 1990. Vingt après son ouverture, le déclin de l'institution est résolument commencé alors que la communauté franco-ontarienne est contrainte d'accepter bon nombre de changements pour que Charlebois persiste même si sa fermeture n'est que partie remise.

En effet, en raison de la baisse de la population estudiantine francophone dans le secteur du sud-est (au profit d'autres secteurs de la ville d'Ottawa, comme l'Est et Orléans ont particulièrement) et de la montée en popularité des écoles catholiques suite au parachèvement du système scolaire, Charlebois se voit obliger d'accueillir les élèves anglophones catholiques de l'école Saint Patrick's High school. Une année de cohabitation dans le même édifice située au 2525, promenade Alta Vista débute pour l'année scolaire 1993-1994 en attendant que le bâtiment situé au 623, chemin Smyth à Ottawa ne devienne leur nouvelle adresse. (À l'origine, cet édifice fut construit pour accueillir le Séminaire de Mazonod, précurseur de l'École secondaire Charlebois). Les anglophones catholiques, eux, prennent définitivement possession des lieux entiers de l'École secondaire Charlebois originale dès la rentrée de 1994.

De 1994 à 1997, l'École secondaire Charlebois cohabite une fois de plus dans ses locaux avec une autre école, mais cette fois-ci avec l'École secondaire catholique Franco-Cité, fondée en 1994. En raison des compressions budgétaires et du faible taux d'inscription (l'école compte alors 321 élèves), le conseil scolaire public francophone d'Ottawa-Carleton ferme définitivement l'École secondaire Charlebois en 1997 au terme de l'année scolaire après un quart de siècle d'existence, au grand dam de plusieurs dans la communauté.